

Veille sur la diversité, l'égalité professionnelle et la lutte contre les discriminations dans les procédures de gestion des ressources humaines

N°116 – Janvier 2025

Mon administration s'engage pour
la diversité et l'égalité



VEILLE SUR LA DIVERSITE, L'EGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES ET LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS DANS LES PROCEDURES DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Vous trouverez ci-dessous un produit de veille mensuel sur la diversité, l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et la lutte contre les discriminations dans les procédures de gestion des ressources humaines, réalisé par le CRDM à la demande de la DRH. Destinée aux agents du réseau des référents diversité, cette veille est également à la disposition de tous.

Ce produit récapitule l'actualité juridique et documentaire relative à ce thème. Les informations sont classées selon les 25 critères de discrimination et les thématiques des groupes de travail mis en place par le comité stratégique présidé par le secrétariat général des ministères chargés des affaires sociales, le 16 janvier 2012.

Si un critère ou une thématique ne figure pas dans ce document, cela signifie qu'aucune information ou documentation n'a été publiée sur le sujet dans le mois écoulé. Pour chaque critère ou thématique, les informations sont classées par ordre chronologique décroissant et selon leur typologie (juridique en premier, documentaire ensuite).

Si vous souhaitez recevoir cette veille, n'hésitez pas à nous contacter : dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr

SOMMAIRE

[Zoom sur...](#)
[Discriminations - généralités](#)
[Origine](#)
[Religion](#)
[Sexe](#)
[Précarité sociale](#)
[Handicap](#)
[Essaimage des bonnes pratiques au sein du ministère](#)

Zoom sur...

- Les inégalités entre les femmes et les hommes de l'école au marché du travail**, la Cour des comptes, [rapport](#), 27/01/2025
"Les inégalités entre les femmes et les hommes de l'école au marché du travail se résument en un paradoxe : plus diplômées que les hommes, les femmes accèdent moins que les hommes aux postes et aux métiers les mieux considérés et les plus rémunérateurs", indique la Cour des comptes, en introduction de son rapport sur "les inégalités entre les femmes et les hommes, de l'école au marché du travail", rendu public le 27 janvier 2025. Le rapport met en lumière "les différences de parcours des femmes et des hommes sur lesquelles les stéréotypes de genre influent et les limites de l'action publique déployée pour les résorber".
- Référents handicap : au cœur de l'inclusion dans les ministères sociaux**, 31/01/2025
Face aux enjeux d'accompagnement des agents en situation de handicap, les référents handicap jouent un rôle clé au sein des ministères sociaux. La célébration des 20 ans de la loi handicap est l'occasion de préciser leur rôle et leur fonction.

Discrimination - généralités

- Recrutement inclusif : France Travail et Mozaïk s'unissent**, 20/01/2025
Le mercredi 16 janvier dernier, France Travail et Mozaïk ont signé une première convention de partenariat en faveur d'un marché du travail plus inclusif. Objectif : favoriser de manière concrète un accès plus juste à l'emploi.
- Défenseure des droits : avis sur la proposition de loi "visant à prioriser les travailleurs dans l'attribution de logements sociaux"**, Défenseur des droits 29/01/2025
*Le 3 décembre 2024, une proposition de loi "visant à prioriser les travailleurs dans l'attribution de logements sociaux" a été déposée à l'Assemblée nationale. Dans le cadre de ses missions, la Défenseure des droits a rendu un avis sur ce texte le mardi 28 janvier.
 Pour la Défenseure des droits, la priorisation des « personnes en activité professionnelle » dans l'attribution d'un logement social alimente surtout une concurrence des publics prioritaires susceptible d'engendrer des pratiques discriminatoires. Cette priorisation pourrait conduire à défavoriser les personnes sans emploi accentuant ainsi les inégalités d'accès au logement social.*

Origine

- La fondation Mozaïk expérimente un programme de prévention des discriminations à l'emploi en M2, licence pro et BUT**, AEF dépêche n° 724847, 23/01/2025 [Sur demande à dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr]
Déployé dans 11 universités depuis la rentrée 2024, le programme Ambition de la Fondation Mozaïk cherche à améliorer l'accès à l'emploi des étudiants de M2, de licence professionnelle et de BUT issus des quartiers prioritaires ou boursiers. Financé par un contrat à impact social de 3 millions d'euros, il devrait accompagner 3 000 étudiants en trois ans, en misant sur du coaching individuel et collectif et la mise en relation avec des recruteurs. La Fondation Mozaïk espère que sa méthode fera ses preuves et intégrera les maquettes de formation des universités.
- "Indispensables", "une bonne nouvelle"... Les syndicats de fonctionnaires saluent la prolongation des concours Talents**, AEF dépêche n° 725004, 22/01/2025 [Sur demande à dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr]

L'annonce du ministre de la Fonction publique, jeudi 16 janvier 2025, de la prolongation pour trois ans du dispositif des concours Talents a été reçue positivement par les organisations syndicales de la fonction publique et les défenseurs de ce dispositif salué comme un outil efficace dans l'objectif de diversification de la fonction publique par Laurent Marcangeli. Certains syndicats demandent la publication de son bilan afin d'évaluer concrètement son efficacité. En outre, la FSU considère qu'il faut aller plus loin dans la poursuite de la diversification des profils.

- **Discriminations : immigration, le paradoxe de l'intégration se confirme**

Alternatives Economiques, 06/01/2025 [Sur demande à dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr]

Les descendants d'immigrés non européens se sentent plus souvent discriminés que la génération antérieure. Un écart qui ne se retrouve pas pour les autres origines et montre la persistance des discriminations raciales.

Religion

- **À l'université, "les étudiants ont le droit d'exprimer leurs convictions personnelles, y compris religieuses" (P. Baptiste)** AEF dépêche n° 724179, 08/01/2025 [Sur demande à dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr]

"Les étudiants ont le droit d'exprimer leurs convictions personnelles, y compris religieuses, dans le respect évident des principes de la République", souligne Philippe Baptiste, ministre chargé de l'ESR, lors d'un déplacement à Rennes, le 7 janvier 2025. Le jour même, Bruno Retailleau, ministre de l'Intérieur, s'était dit "favorable" à l'interdiction du port du voile à l'université. Alors que quelques jours plus tôt, la ministre Aurore Bergé avait jugé que l'université constitue "un chantier prioritaire" en matière de lutte contre l'antisémitisme, Philippe Baptiste assure que ces faits restent "rares" et que le MESR ne laissera "rien passer".

Sexe

- **25 janvier, Journée nationale contre le sexisme ordinaire**, [sur Paco](#) 24/01/2025,
A l'occasion de la journée nationale de lutte contre le sexisme, les ministères sociaux souhaitent rappeler l'importance de leur offre de formations déployées dans le cadre de la poursuite des priorités arrêtées par leurs Plans pluriannuels en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes ces dernières années.
- **Rapport 2025 sur l'état du sexisme en France - A l'heure de la polarisation**, Haut Conseil à l'Egalité entre les femmes et les hommes (HCE), 20 janvier 2025,
Dans son rapport annuel sur l'état du sexisme en France le Haut conseil à l'égalité constate une « polarisation » croissante entre des femmes « plus féministes » et des hommes « masculinistes », surtout chez les jeunes.
- **Égalité hommes-femmes : une question d'équité, un impératif économique**, les notes du conseil d'analyse économique, n° 83, novembre 2024
La formation, l'arrivée des enfants et le déroulé des carrières pénalisent encore fortement les femmes. Une étude du Conseil d'analyse économique avance des solutions pour remédier aux inégalités salariales de genre.

Précarité sociale

- **L'accompagnement social généraliste dans les caisses d'allocations familiales et les départements**, [rapport de la Cour des comptes](#) 20/01/2025

« La démarche d'accompagnement social pourrait être améliorée » : telle est la ligne directrice du rapport de la Cour des comptes, publié le 20 janvier et consacré à « l'accompagnement social généraliste dans les caisses d'allocations familiales et les départements ». Voir aussi « [Accompagnement social : la Cour des Comptes épingle les départements](#) », Club Santé Social 20/01/2025.

- **Pauvreté et conditions de vie des jeunes dans le monde rural : Comment adapter les réponses institutionnelles ?** Rapport IGAS, 07/01/2025

L'IGAS apporte un éclairage sur la pauvreté des jeunes ruraux de 16 à 29 ans, leurs conditions de vie et analyse leurs facteurs spécifiques de fragilité au regard de ceux de l'ensemble de la jeunesse. Longtemps qualifiés d'« invisibles », moins nombreux que les jeunes urbains, les jeunes ruraux focalisent moins l'attention alors que leur place – et les choix qu'ils réalisent (partir ou rester) – sont cruciaux pour l'avenir des territoires ruraux.

- **Avis de la CNCDH : violences urbaines, périphérie et accès aux droits**, publié au Journal Officiel 08/01/2025

Dans son avis « Violences urbaines, périphérie et accès aux droits » publié le 8 janvier, la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) estime que « le respect de l'accès aux droits appuyé sur des politiques publiques centralisées et décentralisées apparaît comme un repère fort pour briser les cercles vicieux qui préparent d'autres épisodes violents ».

- **Minima sociaux et prestations sociales 2024 | Panorama 2024 de la DREES**

Ménages aux revenus modestes redistribution, DREES 06/11/2024 [QS 04 6.2 MIN 2024] [Sur demande à dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr]

La Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) a publié son panorama annuel Minima sociaux et prestations sociales. Ce document fournit une vue d'ensemble des dispositifs et de leur impact sur les conditions de vie des ménages modestes, avec une analyse détaillée des revenus, des dépenses de logement, de l'accompagnement et de l'insertion sociale des bénéficiaires. L'édition 2024 s'intéresse particulièrement aux effets des prestations sociales sur la réduction de la pauvreté. Ce travail met en évidence les dynamiques récentes en matière de RSA et le rôle du SMIC dans l'amélioration des revenus des ménages. Il permet aussi de suivre l'évolution de l'accompagnement social et des dispositifs en faveur des personnes en situation de handicap.

Familles monoparentales : comment mieux les accompagner ?, Média social 16/01/2025 [Sur demande à dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr]

Suite à différentes initiatives parlementaires et de collectivités, l'idée d'un statut pour les parents solos s'est imposée dans le débat public, sans être suivie, pour l'instant, par le gouvernement. De leur côté, les professionnels insistent sur la spécificité de ce public, qui endure des obstacles supplémentaires venant s'ajouter au poids déjà conséquent de la précarité.

Handicap

- **Le Collectif Handicaps formule des propositions pour "rendre effectifs" les droits prévus par la loi du 11 février 2005**, AEF dépêche n° 724603, 15/01/2025 [Sur demande à dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr]

Les associations regroupées au sein du Collectif Handicaps ont présenté mardi 14 janvier 2025 un bilan de l'application de la loi du 11 février 2005 "pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées". 20 ans après, elles saluent les avancées de cette loi mais aussi les

nombreuses limites de son application actuelle, notamment dans le domaine du droit à la compensation. De nombreuses propositions sont formulées, notamment pour améliorer le recours à la PCH ou le fonctionnement des MDPH.

- **Accessibilité des transports : bilan peu satisfaisant malgré des progrès**, La Gazette des Communes 24/01/2025, [Sur demande à dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr]
Vingt ans après la loi de 2005, où en est-on de l'accessibilité dans les transports publics ? La commission développement durable du Sénat a posé la question à Ile-de-France Mobilités, à SNCF Gares & Connexions et à des associations. Cette audition et celles d'autres commissions viendront nourrir le colloque organisé par le groupe d'études Handicap du Sénat le 11 février.

Essaimage des bonnes pratiques au sein du ministère

- **Commémoration des 50 ans de la loi autorisant l'IVG : les grands rendez-vous, 13/01/2025** [sur Paco](#)
Découvrez dans PACo le grand dossier consacré aux 50 ans de la Loi IVG et aux événements organisés dans le cadre de cette commémoration.

Vous pouvez adresser vos demandes de communication d'articles ou de prêts d'ouvrages ou revues :

- Si vous êtes sur le site Duquesne, directement au CRDM : dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr

Horaires d'ouverture du CRDM : du lundi au vendredi de 9h30 à 17h

- Si vous êtes sur un autre site d'administration centrale ou en région, à vos centres de documentation de proximité :
 - [Liste des centres de documentation en administration centrale et en régions](#)

Pour vous abonner à la veille :

- Contactez-nous : dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr



Secrétariat général
Direction des ressources humaines



Secrétariat général
Direction des finances,
des achats et des services